**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

**Il faut agir sans délai pour débloquer le potentiel des voitures connectées en Europe**

**Les groupes de consommateurs et de l'industrie demandent instamment au commissaire européen Thierry Breton de faire des propositions législatives qui favoriseraient le marché de l'accès aux données, aux fonctions et aux ressources embarquées dans les véhicules**

Bruxelles, le 31 mars 2023

Une alliance inédite de consommateurs, d’équipementiers, de sociétés de crédit-bail et de location, d’opérateurs du marché des pièces de rechange, de concessionnaires, d’ateliers agréés et indépendants, d’éditeurs de données et d’assureurs a appelé aujourd’hui le commissaire européen Thierry Breton à présenter sans tarder des mesures législatives promises de longue date concernant l'accès aux données, aux fonctions et aux ressources embarquées dans les véhicules.

L'alliance a souligné qu’il est essentiel de mettre en place une législation avantageuse pour les consommateurs et la concurrence afin de stimuler le développement d'un marché européen dynamique, innovant et compétitif pour les services de voitures connectées. La Commission estime que ce marché pourrait atteindre un montant de 400 milliards d'euros à l'échelle mondiale d'ici à 2030.

Environ 80 % des emplois et de la valeur économique de l'industrie automobile et de la mobilité en Europe étant soutenus par les consommateurs et les chefs d'entreprise, ceux-ci demandent au commissaire européen Thierry Breton de prendre des mesures fondées sur les données probantes recueillies par ses services ces sept dernières années.

L'analyse a mis en évidence un obstacle majeur à l'accès équitable aux données générées par les voitures, qui donne aux constructeurs automobiles un avantage pratiquement incontestable en raison de la conception des véhicules. En outre, l'étude a révélé d'autres obstacles structurels et comportementaux qui ne font qu'accentuer le problème. Elle prévoit également que ce problème pourrait encore s’aggraver par la montée en puissance des « hyperscalers » qui s'associent aux constructeurs automobiles pour une plus grande intégration dans le véhicule.

La Commission avait initialement prévu de voter cette loi en 2021 et la proposition de la Commission montre bien qu'il est indispensable de mettre en place une législation spécifique pour traiter ces questions[[1]](#footnote-1),[[2]](#footnote-2). L'alliance demande instamment au commissaire européen Thierry Breton de présenter une législation sectorielle juridiquement contraignante d'ici à l'automne 2023.

**\*\*\***

Tim Albertsen, PDG du groupe ALD, la plus grande société de crédit-bail de véhicules au monde, a déclaré :

« En tant que leader mondial de la mobilité, nous devons investir dans des solutions de voiture connectée plus écologiques et plus efficaces à mesure que la puissance informatique embarquée des véhicules poursuit sa croissance exponentielle. Toutefois, pour y parvenir, nous devons garantir un accès équitable aux données générées par les véhicules que nous possédons.

Nous ne pouvons le faire que si des règles claires sont établies pour assurer une concurrence loyale entre tous les acteurs du marché. Dans le cas contraire, l'Europe manquerait une opportunité considérable et subirait des conséquences néfastes en matière d'investissement, d'innovation, d'emploi et de compétitivité. »

Agustin Reyna, représentant des consommateurs européens, BEUC, a ajouté :

« Les données étant considérées comme la nouvelle manne pour les constructeurs automobiles, il est très problématique de leur confier la garde des données des conducteurs et de leurs voitures. Ce n’est pas à eux qu’il appartient de décider de qui a accès à ces informations, mais aux consommateurs. L'industrie automobile a longtemps tenté de lutter contre toute politique susceptible de remettre en cause son monopole sur les données des voitures. Cette situation doit cesser pour favoriser la concurrence dans les services après-vente et les services de mobilité associés, et, en fin de compte, pour l'intérêt des consommateurs. »

Lorraine Frega, vice-présidente directrice de Michelin, a souligné que :

« Il est urgent de mettre en place une réglementation sectorielle et juridiquement contraignante régissant l'accès aux données embarquées afin de garantir la liberté de choix des utilisateurs, une concurrence loyale et un écosystème entrepreneurial européen compétitif et indépendant. En tant qu’acteur majeur de la mobilité connectée, Michelin demande la mise en place de règles de concurrence équitables pour pouvoir poursuivre ses investissements et offrir aux consommateurs européens des services innovants et durables en matière de mobilité numérique. »

Benjamin Krieger, secrétaire général de la CLEPA et représentant des équipementiers automobiles européens, a conclu :

« Les équipementiers automobiles européens ont besoin d'un accès équitable aux données et aux ressources embarquées pour pouvoir survivre et prospérer dans un secteur en constante évolution. Sans cela, nous ne pourrons pas, ni l'ensemble de l'écosystème du marché des pièces de rechange, rivaliser avec les géants de la technologie qui dominent déjà les systèmes d'infodivertissement des véhicules et innover avec des composants et des services répondant aux nouvelles exigences numériques. »

**\*\*\***

Afin de soutenir la demande d'un accès aux données sur les véhicules qui soit favorable au marché, ISP Group a organisé une conférence de presse le vendredi 31 mars 2023, à 11 h, à l'hôtel Martins Brussels EU à Bruxelles.

**PRESS CONFERENCE INVITATIONTwo paths for access to in-vehicle data in EuropeTime to act: the case for urgent EU market-enabling legislation to unleash Europe’s true potential and what happens if it doesn’tSpeakers:Tim Albertsen | CEO, ALD Lorraine Frega | Executive Vice President – Distribution, Services & Solutions, Strategy, Innovation & Partnerships - Member of the Group Executive Committee, Michelin Agustin Reyna, Director, Legal and Economic Affairs at BEUC - The European Consumer OrganisationBenjamin Krieger | Secretary General, CLEPASix years in the making, will the European Commission finally bring forward a crucial piece of market-enabling legislation to unleash the full potential of vehicle-generated data in Europe and allow Europe its best chance of competing globally?** A decision not to act will see Europe’s consumers and businesses deprived of innovation, choice and affordability in their mobility and Europe’s competitive position eroded.That is the choice in front of the Commission at the time when vehicle-generated data has the potential to transform mobility and accelerate the achievement of Europe’s sustainable, smart and affordable mobility goals for Europe’s consumers and businesses alike.Vehicle-generated data use cases are virtually limitless, but all players in the automotive and mobility value chains must be able to access the data to develop the transformative services that will enrich the everyday mobility of people, goods and services in Europe. The European Commission’s own forecast is for a global €400 bn market for connected vehicles services by 2030 –provided it is a vibrant, innovative and competitive market.A broad grouping of affected stakeholders including consumers, automotive suppliers, leasing and rental industries, aftermarket operators, vehicle dealers, authorised and independent workshops, publishers, insurers, etc., invite you to discuss these two paths and the consequences of each with the above industry and consumers leaders, including: **The value of vehicle-generated data and uses cases – what could the future hold for Europe’s consumers and businesses?Why consumers and industry are together calling for urgent EU market-enabling legislation and why the Data Act alone can’t unleash the true value of vehicle-generated data?What mobility world will Europe live in without equitable access to this data and without rules to constrain the ever-deepening presence of the Hyperscalers (GAFAs) in the connected vehicle? How will Europe fare globally?**This and other questions will be answered on March 31st. The ten associations that make up the Independent Service Providers (ISP) Group, hereby invite you to cover the joint press conference, which will be held in the **Martins Brussels EU Hotel**, on **March 31, at 12.30pm**. A **networking lunch** will take place after the press conference with an opportunity for further discussion with the panellists and other representatives from the ISPs.RSVP: figiefa.secretariat@figiefa.eu **The sponsor associations**

1. Actions 52 et 53 dans *COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Stratégie de mobilité durable et intelligente – mettre les transports européens sur la voie de l'avenir*, COM(2020) 789 final, Annexe, page 3. [↑](#footnote-ref-1)
2. « ...il est nécessaire de prévoir de nouvelles règles pour garantir que la législation existante relative à la réception par type des véhicules est adaptée à l’ère numérique et favorise le développement de véhicules propres, connectés et automatisés. Sur la base du règlement sur les données, qui constitue un cadre pour l’accès aux données et l’utilisation de ces dernières, ces règles permettront de prendre en compte des problèmes sectoriels, notamment l’accès aux fonctions et aux ressources des véhicules. » *Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL fixant des règles harmonisées pour l’équité de l’accès aux données et de l’utilisation des données (règlement sur les données)*, COM(2022) 68 final, page 6. [↑](#footnote-ref-2)